

*Questions orales*

[Traduction]

**M. Tobin:** Monsieur le Président, le ministre est un homme intelligent. Il est grand temps qu'il se réveille et se rende compte qu'il occupe une banquette ministérielle et qu'il doit assumer ses responsabilités. On ne résoudra pas les problèmes énergétiques du Canada en parlant du précédent gouvernement.

## LA POSSIBILITÉ DE PRÉSENTER D'AUTRES OFFRES POUR DOME

**M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe):** Monsieur le Président, étant donné la politique de non-intervention du ministre et le fait que jusqu'à présent, pour autant que nous le sachions à la Chambre, aucune initiative gouvernementale, directe ou indirecte, n'a été prise pour examiner les autres offres potentielles, et étant donné que l'offre actuelle risque d'échouer, le ministre va-t-il donner des instructions au président d'Investissement Canada, bien que cela ne fasse pas partie de son mandat, pour qu'il se mette en rapport avec les autres sociétés à vocation canadienne qui désirent faire une offre pour Dome?

[Français]

**L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, je suis convaincu que si jamais j'osais aller dans cette direction, le parti libéral m'accuserait rapidement d'intervenir de façon indue.

**M. Malépart:** C'est pour le bien des consommateurs.

\* \* \*

[Traduction]

## LA CONSOMMATION

## L'IRRADIATION DES ALIMENTS—LA RECOMMANDATION DU COMITÉ

**M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre):** Monsieur le Président, j'adresserai ma question au vice-premier ministre, en l'absence du ministre de la Santé et du Bien-être social. Depuis un certain temps, Santé et Bien-être Canada envisage de sortir l'irradiation des aliments de la catégorie des additifs pour la faire entrer dans celle des procédés.

Étant donné que le comité de la consommation et des corporations, où tous les partis sont représentés, a déposé aujourd'hui un rapport recommandant que le traitement des aliments au moyen d'énergie ionisante reste classé comme additif, pour faire en sorte qu'il continue de faire l'objet d'étiquetage et d'essais convenables, est-ce que le ministre va donner à la Chambre et aux Canadiens l'assurance que son ministère va se plier à ces recommandations?

**L'hon. Harvie Andre (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur le Président, le comité a également demandé je pense que le gouvernement fasse connaître officiellement sa réaction dans les 120 jours. Nous avons évidemment l'intention de le faire. J'aimerais attendre que le Cabinet ait eu le temps d'examiner la question avant de donner les détails de cette réaction.

Comme la question de l'étiquetage met en cause mon ministère, nous allons bien sûr continuer de faire en sorte que les aliments ainsi traités soient étiquetés.

## L'IMPORTATION DE FRUITS ET DE LÉGUMES IRRADIÉS

**M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre):** Monsieur le Président, j'adresserai ma question supplémentaire au ministre de la Consommation et des Corporations. Étant donné que son ministère est déjà chargé de l'étiquetage des aliments irradiés et que le Conseil des sciences affirme dans son rapport que l'irradiation est susceptible d'être utilisée par un plus grand nombre de pays du tiers monde pour les fruits et les légumes qu'ils exportent vers l'Amérique du Nord, est-ce que le ministre va donner l'assurance aux Canadiens que les aliments ainsi irradiés seront étiquetés avant d'entrer au pays?

**L'hon. Harvie Andre (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur le Président, en application de la Loi sur les produits dangereux, le ministère exige que les additifs soient indiqués sur l'étiquette des aliments. Le gouvernement estime en ce moment que l'irradiation constitue une sorte d'additif et devrait donc être indiquée à ce titre.

## LE PLAN POUR METTRE EN MARCHÉ DES POMMES DE TERRE IRRADIÉES—LA PARTICIPATION D'ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et concerne aussi l'irradiation. Le ministre n'est pas sans savoir qu'Énergie atomique du Canada Limitée a un plan pour tenter la mise en marché de pommes de terre irradiées à Hamilton.

Étant donné les inquiétudes dont le comité tripartite nous a fait part aujourd'hui et l'affirmation par la présidente conservatrice du comité elle-même qu'elle ne mangerait pas de pommes de terre irradiées, le ministre ordonnera-t-il à Énergie atomique du Canada de ne pas essayer de vendre des pommes de terre irradiées à Hamilton ou ailleurs au Canada tant que le gouvernement ne lui aura pas donné le feu vert?

[Français]

**L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, cela a déjà été fait il y a au moins trois semaines.

• (1440)

[Traduction]

## LES MESURES PRISES PAR LE MINISTRE

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Quelqu'un de mon cabinet a communiqué aujourd'hui avec Énergie atomique du Canada Limitée. Cet organisme projette d'irradier la récolte de pommes de terre de décembre à écouler au magasin A & P de Hamilton. C'est l'information que nous avons obtenue d'EACL aujourd'hui même, juste avant la période des questions.

Le ministre donnera-t-il ordre à Énergie atomique du Canada Limitée de ne pas procéder à des essais d'irradiation à Hamilton et de ne pas en entreprendre ailleurs tant que le gouvernement ne lui aura pas donné le feu vert?